



Mission régionale d'autorité environnementale  
**Auvergne-Rhône-Alpes**

**Décision de la mission régionale d'autorité environnementale  
après examen au cas par cas relative à la modification simplifiée  
n°5 du plan local d'urbanisme (PLU)  
de la commune de Saint-Germain-Laprade (43)**

Décision n°2021-ARA-KKU-2288

# Décision après examen au cas par cas

## en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes du conseil général de l'environnement et du développement durable,

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 à R. 104-33 ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 11 août 2020, 22 septembre 2020, 6 octobre 2020, 19 novembre 2020, 6 avril 2021 et 2 juin 2021 ;

Vu la décision du 8 juin 2021 de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes portant exercice des délégations prévues à l'article 17 du décret du 2 octobre 2015 susvisé ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°2021-ARA-KKU-2288, présentée le 29 juin 2021 par la commune de Saint-Germain-Laprade (43), relative à la modification simplifiée n°5 de son plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de la Haute-Loire en date du 06 août 2021 ;

**Considérant** que la commune de Saint-Germain-Laprade (43) se situe dans la région naturelle régionale du Velay, qu'elle compte 3634 habitants<sup>1</sup> pour une superficie de 2811 ha, qu'elle est couverte par un PLU<sup>2</sup> et par le schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Puy-en Velay<sup>3</sup>, et qu'elle s'inscrit dans le périmètre de la communauté de communes des Monts du Pilat ;

**Considérant** que le projet de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune vise à définir la réalisation, au sein de la zone UC actuelle, d'un projet d'aménagement d'au moins 60 logements dont au moins 50 % de logements sociaux sur le quartier de Naquera, destinés à l'habitat individuel, collectif ou à destination des personnes âgées, avec les objectifs de :

- de créer un sous-secteur UCh défini spécifiquement au futur aménagement au sein de la zone UC sur une surface de 2,58 ha ;
- d'apporter une précision à la définition d'un emplacement réservé;
- d'intégrer au PLU une orientation d'aménagement et de programmation supplémentaire sur le secteur de Naquera;
- d'ajuster les règles d'urbanisme en matière d'implantation des constructions et de hauteur sur le nouveau secteur Uch ;

**Considérant** les caractéristiques du territoire concerné :

---

1 Donnée Insee 2017

2 Approuvé le 15 novembre 2007

3 Approuvé le 03 septembre 2018

- par le site Natura 2000 au titre de la Directive Oiseaux « Gorges de la Loire » ;
- par quatre zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique (Znieff) de type I ;
- par trois zones naturelles d'intérêt faunistique et floristique (Znieff) de type II ;
- par une zone d'importance pour la conservation des oiseaux (Zico) ;

**Considérant** que le projet de modification ne prévoit aucune extension de zone urbaine impliquant la réduction de l'emprise de zones agricoles A et de zones naturelles N ;

**Considérant** que ces modifications ne sont pas susceptibles d'impact négatif significatif sur l'environnement et la santé ;

**Considérant** que sur le volet assainissement et le raccordement au nouveau secteur Uch, le gestionnaire de station devra redimensionner la filière boue s'il est envisagé de le raccorder à la station sous-dimensionnée de Saint-Germain-Laprade Pebellit ;

**Concluant** qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Germain-Laprade (43) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

## **DÉCIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des dispositions du chapitre IV du titre préliminaire du livre premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Germain-Laprade (43), objet de la demande n°2021-ARA-KKU-2288, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **Article 2**

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Elle ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification simplifiée n°5 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Germain-Laprade (43) est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3**

La présente décision sera mise en ligne sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R. 104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou autre procédure de consultation du public.

Pour la mission régionale d'autorité  
environnementale Auvergne-Rhône-  
Alpes et par délégation, son membre



Yves Majchrzak

# Voies et délais de recours

## 1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut faire l'objet :

- d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions combinées de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration et de l'article R. 421-1 du code de justice administrative ;
- d'un recours contentieux direct dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux.

*Où adresser votre recours gracieux ?*

Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes, à l'adresse électronique suivante : [ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ae-dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) ou l'adresse postale suivante :

- pour les dossiers relatifs aux départements de l'Ain (01), Drôme (26), Isère (38), Rhône (69), Savoie (73) et Haute-Savoie (74) :  
Dreal Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle autorité environnementale  
69 453 Lyon Cedex 06
- pour les dossiers relatifs aux départements de l'Allier (03), Ardèche (07), Cantal (15), Loire (42), Haute-Loire (43) et Puy-de-Dôme (63) :  
Dreal Auvergne-Rhône-Alpes  
Pôle autorité environnementale  
7 rue Léo Lagrange  
63033 Clermont-Ferrand cedex 1

*Où adresser votre recours contentieux ?*

Madame la présidente du tribunal administratif de Lyon  
Palais des Juridictions administratives  
184, rue Duguesclin  
69433 Lyon Cedex 03

## 2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant ou adoptant le plan, schéma ou programme ou document de planification.

*Où adresser votre recours gracieux ?*

- Madame la présidente de la mission régionale d'autorité environnementale d'Auvergne-Rhône-Alpes (voir supra).

*Où adresser votre recours contentieux ?*

- Auprès du tribunal administratif territorialement compétent pour connaître du recours contentieux contre l'acte approuvant le document de planification (cf. article R. 312-1 du code de justice administrative).